Recherches sociographiques

Gilles GALLICHAN, *Honoré Mercier. La politique et la culture*

Richard Jones

Volume 38, numéro 1, 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057102ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057102ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jones, R. (1997). Compte rendu de [Gilles GALLICHAN, *Honoré Mercier. La politique et la culture*]. *Recherches sociographiques*, 38(1), 156-158.
<https://doi.org/10.7202/057102ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1997

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

artistique. François-Marc GAGNON nous montre un Riopelle découvrant les États-Unis depuis Paris mais se cantonnant dans une attitude négative, tandis que Borduas s'alimente à la source américaine.

Deux chapitres sont consacrés à l'architecture. Là aussi, qu'il s'agisse des églises (Raymonde GAUTHIER) ou des gratte-ciel (Madeleine FORGET), on constate des réticences, mais en définitive beaucoup d'importation. Cela peut surprendre pour les églises, mais des nécessités économiques ont rendu le modèle américain attrayant, même pour l'évêque Bourget qui se rendait souvent aux États-Unis.

Deux chapitres détonnent par rapport à l'ensemble en ce qu'ils négligent l'ambivalence au profit d'une américanité québécoise qu'ils voudraient sans faille. Louis-Georges HARVEY produit une étude sur l'américanité du discours patriote à compter de 1822, moment où on rejette un projet d'union des deux Canadas. Il décrit l'idéologie des Patriotes comme un décalque de celle des Jefferson et Jackson aux États-Unis. Il est bien vrai que Papineau évoque fréquemment ces deux présidents américains et s'inspire de leur pensée. Mais malgré tout, l'idéologie que prône le seigneur de Montebello, sa conception de l'ordre social, demeure profondément différente de celle de ses modèles américains. Impossible d'en faire ici la démonstration. Qu'il suffise de rappeler les ambivalences (encore) de Papineau, le peu de succès qu'il obtint aux États-Unis et l'étouffement facile et rapide des velléités révolutionnaires.

Quant au chapitre de Robert HÉBERT, il y a là un fouillis d'érudition où je me perds. À force de clamer son non-conformisme, l'auteur ne nous révèle guère rien d'autre que sa perception d'un Québec ayant toujours vécu à l'heure américaine.

Dans l'ensemble, cet ouvrage mérite une lecture attentive. Ceux qui s'intéressent à l'inscription du Québec en Amérique et aux nécessaires prises de conscience à cet égard en tireront grand profit.

Louis BALTHAZAR

*Département de science politique,
Université Laval.*

Gilles GALLICHAN, *Honoré Mercier. La politique et la culture*, Sillery, Septentrion, 1994, 212 p.

L'historien et bibliothécaire Gilles Gallichan propose ici une brève étude de la carrière et de l'œuvre d'Honoré Mercier, premier ministre du Québec de 1887 à 1891. Il dit vouloir rappeler, à l'occasion du centenaire de la mort du politicien, son action dans les domaines de l'éducation et de la culture, action qui, selon lui, a permis au Québec de se redresser l'espace d'un moment.

L'organisation de cet ouvrage peut paraître curieuse : l'auteur lui-même parle de « diptyque ». Une première partie d'une cinquantaine de pages porte sur la vie et la carrière de Mercier. Une si brève synthèse ne lui permet évidemment pas ni d'étoffer nos connaissances sur l'homme — la biographie de l'historien Robert RUMILLY fait déjà plus de cinq cents

pages — ni d'élaborer une nouvelle interprétation de vie de ce personnage controversé. Conscient des limites de sa présentation, l'auteur renvoie le lecteur intéressé à une bibliographie sommaire à la fin du livre. Celle-ci aurait pu inclure certains ouvrages plus récents, utiles pour comprendre Mercier et son action. Je songe particulièrement à la biographie de Laurier, qu'a publiée Réal BÉLANGER; à l'ouvrage consacré aux ultramontains sous la direction de Nive VOISINE; aux travaux biographiques de Ken MUNRO sur F.-X. Trudel et Joseph-Adolphe Chapleau.

La deuxième partie, nettement plus intéressante, car plus près des recherches de l'auteur, aborde la politique culturelle de Mercier, notamment ses gestes à l'égard de l'éducation, du livre et autres publications, et des bibliothèques. G. Gallichan souhaite présenter un portrait nuancé de l'action de Mercier dans ces domaines. Bien sûr, l'homme politique invoque de grands principes qui incitent à l'admirer, à voir en lui un précurseur. Mais cet ouvrage n'est pas une hagiographie: le lecteur constate aussi que l'action de Mercier est largement déterminée par de petits intérêts politiques partisans et souvent mesquins. L'éducation occupe une place centrale et fondamentale pour lui, en partie parce qu'il veut que les citoyens, qui sont en même temps des électeurs, sachent lire afin de prendre conscience des réalisations de son gouvernement. Malheureusement, Mercier se bute à une réaction cléricale qui compromet toute volonté d'établir l'éducation gratuite et obligatoire pour tous. Il fonde un modeste réseau d'écoles du soir sans frais pour les ouvriers, mais ses successeurs conservateurs mettent rapidement fin à l'expérience.

Mercier est aussi conscient de l'importance des journaux qui doivent former les électeurs avant de les informer. La presse est une puissance qu'il désire contrôler le mieux possible. Il combat sans ménagement et sans vergogne les journaux de ses adversaires et même ceux de certains amis qui osent critiquer son gouvernement. En retirant un subside gouvernemental au *Naturaliste canadien*, publié par l'abbé Léon Provancher, un homme aux sympathies conservatrices, il réussit à tuer cette revue scientifique. (La publication de celle-ci reprendra plus tard, après la chute du gouvernement Mercier.) Le premier ministre mène une attaque vigoureuse contre la *Gazette des Campagnes*, publiée par des prêtres au penchant conservateur; il dit souhaiter que le gouvernement publie le seul journal agricole de la province pour pouvoir en contrôler le contenu. Il recherche clairement la soumission des journaux à son gouvernement. Alors qu'il proclame bien haut que la presse est le lien entre l'instruction et la démocratie, ses pratiques à ce chapitre paraissent nettement moins nobles.

Mercier accorde également une attention soutenue à l'imprimé, qu'il utilise pour faire la promotion du Québec et, bien sûr, des réalisations de son gouvernement. Il fait éditer des tracts politiques dans le but de favoriser le rayonnement de son parti. Alors que l'opposition conservatrice y voit un détournement des fonds publics à des fins partisans, l'Assemblée législative vote un crédit de 1 000 \$ pour publier et diffuser le discours-programme du chef du Parti national. L'impression permet à Mercier de soutenir des presses sympathiques au gouvernement. Le premier ministre lui-même contrôle les contrats d'impression, qu'il accorde à des amis politiques sans appel de soumissions. Lui et son secrétaire provincial choisissent des œuvres littéraires que le gouvernement achète pour donner comme prix dans les écoles et les collèges. Pour l'historien Gallichan, généreux dans son appréciation, voici rien de moins qu'un «premier pas de politique culturelle». Devant le favoritisme que Mercier pratique et dont l'auteur cite de nombreux cas, le lecteur risque d'être un peu moins impressionné. Peu

importe. Après Mercier, les conservateurs ramèneront les budgets culturels « à leur niveau de misère ».

Le chapitre sur la bibliothèque est peut-être le plus intéressant. Mercier a toujours considéré une bonne bibliothèque personnelle comme une nécessité; il possédait lui-même une des plus belles de la province, qui lui fut enlevée au moment d'une faillite personnelle en 1892. En cette fin du dix-neuvième siècle, alors que les bibliothèques publiques deviennent beaucoup plus nombreuses ailleurs en Amérique, le clergé québécois regarde avec suspicion de telles initiatives étatiques et il intervient pour contrer les modestes projets de Mercier. Pour le conseiller législatif Thomas Chapais, qui partage le point de vue du clergé, les bibliothèques publiques constituent autant de « foyers d'infection intellectuelle et morale ». Les rares à être mises sur pied, entre autres la Bibliothèque des ouvriers de Saint-Roch, à Québec, disparaissent rapidement avec l'arrivée des conservateurs au pouvoir en 1891. Le Québec devra attendre 1959 avant d'avoir sa première loi sur les bibliothèques publiques, et l'écart avec l'Ontario, qui a eu sa propre loi dès 1882, ne fera que se creuser.

Ceux et celles qui s'intéressent à cette période de l'histoire du Québec sauront gré à Gilles Gallichan d'avoir livré le fruit de ses recherches sur l'action culturelle de Mercier. Il est dommage cependant qu'il n'y ait pas eu suffisamment de matière pour permettre de rédiger un ouvrage portant exclusivement sur cette question.

Richard JONES

*Département d'histoire,
Université Laval.*

Gérard BERGERON, *Lire François-Xavier Garneau, 1806-1866, « historien national »*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, 244 p.

Après avoir écrit de nombreux essais sur l'État québécois et ses principaux protagonistes politiques de même que sur le fonctionnement et l'évolution de l'État moderne, voici que Gérard Bergeron publie depuis cinq ans une série d'ouvrages sur des intellectuels du XIX^e siècle qui, soit comme Alexis DE TOCQUEVILLE ou André SIEGFRIED, sont envisagés sous l'angle de leurs « écrits canadiens », soit comme Étienne PARENT ou François-Xavier GARNEAU, parce qu'ils méritent respectivement le titre de « premier intellectuel » québécois et de premier « historien national ». Des intellectuels, le Québec en a produit, par la suite, à foison, surtout à compter du milieu du XX^e siècle. Mais un historien national se rencontre beaucoup plus rarement. Seul GROULX eut droit, après Garneau, à ce qualificatif privilégié.

Avec *Lire François-Xavier Garneau*, Bergeron nous offre un ouvrage sans prétention qui, selon les mots mêmes de l'auteur, se « fonde [...] sur la belle présomption qu'il vaut la peine de LIRE au complet l'œuvre historique de Garneau » (p. 12). Pour ce faire, l'auteur emploie « la technique de "la lecture accompagnée" consistant tout simplement à accorder